September 2008

Quelle Lecture Faire du Processus Electoral en RDC? Le Cas de la Province du Nord Kivu

Aloys Tegera
Pole Institute, Goma.

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.usf.edu/jacaps>

Recommended Citation

Tegera, Aloys (2008) "Quelle Lecture Faire du Processus Electoral en RDC? Le Cas de la Province du Nord Kivu," *Journal of African Conflicts and Peace Studies*: Vol. 1: Iss. 1, 78-88.

DOI: <http://dx.doi.org/10.5038/2325-484X.1.1.5>

Available at: <https://digitalcommons.usf.edu/jacaps/vol1/iss1/7>

This Article is brought to you for free and open access by the Open Access Journals at Digital Commons @ University of South Florida. It has been accepted for inclusion in Journal of African Conflicts and Peace Studies by an authorized editor of Digital Commons @ University of South Florida. For more information, please contact digitalcommons@usf.edu.

QUELLE LECTURE FAIRE DU PROCESSUS ELECTORAL EN RDC ? LE CAS DE LA PROVINCE DU NORD KIVU

Aloys TEGERA

Sommaire : Pour la première fois depuis 1965, les Congolais ont élu leurs représentants et leaders en 2006 et en 2007. Outre le fait que le vote des Congolais sanctionna le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) à l'Est et le Président Joseph Kabila à l'Ouest du pays, les résultats de ces élections ravivèrent les tensions ethno-identitaires dans la Province du nord Kivu, déjà en proie à de la paupérisation grandissante de la masse paysanne, aux exactions des ex-FAR, des Interahamwe, des militaires de la nouvelle armée nationale et des rebelles fidèles à Laurent Nkunda. Les élections provinciales permirent aux Nande et aux Hutu, majoritaires, de négocier pour leurs intérêts aux dépens des autres tribus. La victoire de Joseph Kabila est plus que jamais devenue un leurre dans la Province du nord Kivu.

Abstract: For the first time since 1965, Congolese have elected their representatives and leaders in 2006 and 2007. Beside the fact that the election has punished President the RCD (former rebel movement) in eastern and President Kabila in western parts of the country, the results of the election has increased the identity based tensions within the northern Province of Kivu, already being devastated by poorness of its population, by crimes of former Rwandan soldiers, Interahamwe Militias, DRC soldiers and rebels of Laurent Nkunda. The election has also facilitated the Nande and Hutu tribes to negotiate their own interests regardless to those of the other groups. The victory of President Kabila to that election is evidently becoming more and more an illusion in the northern Kivu province.

Introduction

Avant toute analyse, il est impérieux de préciser que les élections sont d'abord un événement national. Il se fait que le processus électoral et de démocratisation en RCD sont au départ les résultats des forces exogènes. Le premier événement important qui a eu un impact sur les trajectoires politiques dans les Grands Lacs africains, c'est le génocide des Tutsi au Rwanda en 1994 et ses conséquences dans les pays voisins. Cette catastrophe humaine est arrivée au moment où la RDC était embourbée dans une transition sans fin depuis les années 1990, avec à sa tête, le Président Mobutu fatigué et isolé par la communauté internationale.

L'arrivée massive des réfugiés hutu rwandais dont des responsables et acteurs du génocide susdit sur les rives du Lac Kivu fut une occasion inespérée pour Mobutu de redorer son blason et de redevenir enfin un interlocuteur fréquentable pour les questions relatives aux réfugiés rwandais. L'amalgame des réfugiés civils, militaires ex-

Journal of African Conflicts and Peace Studies

FAR et milices Interahamwe dans la gestion de cet exode rwandais et l'insécurité subséquente sont à la base d'une constellation d'intérêts. D'abord l'intérêt rwandais de voir les camps de réfugiés à l'Est du Congo devenus une base militaire pour reconquérir le Rwanda démantelés par la force si nécessaire. Ensuite le rêve par un certain nombre de Congolais regroupés au sein de la rébellion de l'AFDL de Laurent Désiré Kabila avec l'appui rwandais de renverser l'homme à la toque du léopard. Un événement certes applaudi et accueilli par les populations congolaises que de voir l'impensable chute de Mobutu devenir une réalité.

Cependant aussi impensable dans la tête des Congolais fut la réalisation que sans l'appui du Rwanda derrière les rebelles de l'AFDL, Mobutu serait toujours à la tête du pays. La métaphore biblique de David et Goliath fut évoquée avec autant d'étonnement. Car pour un Congolais rompu au mythe du grand Congo et ses ex-FAZ, le fait d'être libéré par le petit Rwanda provoqua à la fois un mélange de joie mêlé à un syndrome d'humiliation. Dans l'imaginaire congolais, le Rwanda restait un petit pays pauvre et les Banyarwanda du Sud et Nord-Kivu, une couche des populations de seconde zone tolérées, souvent menacées selon les conjonctures du moment mais jamais pensées comme fer de lance de Laurent Kabila et qui désormais dominaient le paysage politique et militaire. Pour se légitimer, Laurent Kabila préféra prendre ses distances de l'influence rwandaise et sa tentative de s'affranchir de ses maîtres fut à l'origine de la deuxième rébellion du RCD.

Les différentes initiatives de faire dialoguer les belligérants congolais, de les rassembler au sein d'un gouvernement de transition et de les accompagner dans le processus électoral sont les œuvres d'une communauté internationale soucieuse de voir le Congo devenir le ventre mou où le terrorisme international pourrait puiser ses énergies. A l'arrivée, nous nous retrouvons avec la République Démocratique du Congo (RDC) dotée de nouvelles institutions publiques et ses animateurs élus, mais comme dans la main du potier, l'argile humide façonné offre un vase porté à bout des bras par des forces exogènes. Encore faut-il savoir si une fois ce vase est posé par terre, il pourra se consolider et les Congolais se l'approprier.

1. Un vote démocratique depuis des décennies

Le peuple congolais a voté le 30 juillet et le 29 octobre 2007, un exercice qui lui était privé depuis 1965, date des dernières élections libres et démocratiques. La proclamation des résultats provisoires aux élections présidentielles le soir du 20 août 2006 fut suivie par une bataille rangée entre la Garde Présidentielle (GP) du Président sortant Joseph Kabila et la garde privée de Jean Pierre Bemba. Une démonstration des

muscles qui priva le peuple congolais de sa soirée électorale. Les Congolais de l'Est avaient massivement voté Joseph Kabila, tandis que ceux de l'Ouest avaient décidé de lui brandir un carton rouge dans un vote sanction qui fut de Bemba son challenger incontournable.

Le verdict des urnes fut en définitive un match nul car malgré les 44,8 % de Kabila et les 20% de Bemba, le compteur fut remis à zéro et le deuxième tour de scrutin tenu le 29 octobre 2006 départagea finalement les deux candidats. Joseph Kabila sortit vainqueur des élections et la 3^{ème} République venait de voir le jour. Depuis, le jeu démocratique est lancé avec ses règles dont la principale est celle du pouvoir de la majorité, c'est à dire le pouvoir du grand nombre. Une question se pose, celle de savoir comment inscrire la logique démocratique dans un Congo miné par les logiques ethniques. Pour une meilleure compréhension de la nouvelle donne politique en RDC, limitons nous dans cette analyse à la province du Nord-Kivu et commençons d'abord par ce qui apparaît comme des avancées positives.

2. La nouvelle configuration politique de la province du Nord-Kivu

L'attribution des sièges éligibles aux différentes circonscriptions ayant été faite au prorata des électeurs inscrits, certaines communautés ethniques partaient avec l'avantage de leur démographie, alors que d'autres étaient quasiment éliminées de la course faute d'effectifs. Prenons le cas de l'élection des membres de l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu. Pour 38 sièges éligibles au suffrage direct, le territoire de Lubero avait 7 sièges, celui de Beni 8 sièges, la ville de Beni en avait 2 et celle de Butembo 3, ce qui permettait à la communauté Nande qui peuple ces entités d'être majoritaire, indépendamment de la couleur politique des candidats.

Comme ce sont ces députés élus qui devaient coopter 4 chefs coutumiers pour compléter l'Assemblée, ils avaient le moyen de renforcer cette majorité, ce qui a été d'ailleurs le cas. A l'arrivée, et après les élections, cette Assemblée provinciale de 42 députés compte 25 Nande et 10 Hutu. Les autres communautés se partagent les 7 sièges, mais la plupart sont tout simplement absentes ; c'est le cas des Tutsi, des Tembo, des Kumu, etc. Les deux groupes ethniques les plus démographiquement importants, les Nande et les Hutu, vont fonctionner comme majorité et opposition de facto, ce qui n'exclut pas des périodes de négociations d'intérêts au cas par cas, soit pour essayer de renforcer la communauté d'origine, soit pour préserver la cohésion sociale dans une province aux équilibres fragiles. La mise en place du bureau de l'Assemblée provinciale et les scrutins indirects (élection des sénateurs et du gouverneur de province) ont montré à quel point les deux groupes négocient avec

Journal of African Conflicts and Peace Studies

finesse leurs intérêts, ce qui ouvre parfois des couloirs d'opportunité (ou d'opportunisme ?) à certaines ambitions personnelles.¹

3. La mise en place du bureau de l'Assemblée : le gouvernorat en ligne de mire

Dans la nouvelle configuration politique des provinces, les Assemblées de députés jouent un rôle de tout premier plan. Non seulement elles élisent le gouverneur et son adjoint, mais aussi elles assurent le contrôle de l'action de son équipe, avec possibilité de la démettre par une motion de défiance. L'exécutif devra donc travailler sous la surveillance de l'organe délibérant, ce qui constitue en soi une révolution dans le contexte congolais où les hommes du pouvoir ont toujours travaillé sans aucune obligation de redevabilité, sauf envers ceux qui les avaient placés à leurs postes.

Si les députés provinciaux assument pleinement leur rôle, en refusant de s'inféoder au gouvernement, ce dernier sera dans l'obligation de travailler dans la perspective des comptes à rendre. Le poste de président de l'Assemblée provinciale revêt donc une importance de tout premier plan et du point de vue protocolaire celui qui l'occupe est la deuxième personnalité de la province après le gouverneur.

Dans la subtile gestion politique du Nord-Kivu, les députés provinciaux ont tiré la conséquence de cette dualité au sommet, en émettant comme principe tacite qu'une même communauté ethnique ne pouvait pas occuper les deux postes. Au-delà de l'installation du bureau définitif de l'Assemblée le 14 janvier 2007, c'est donc l'attribution du poste du gouverneur qui se jouait en filigrane. Les protagonistes à ce jeu étaient évidemment les Nande et les Hutu du fait de leur représentativité au sein de l'Assemblée. Et les deux communautés ont usé de même stratagème : pour accéder au gouvernorat, il fallait soutenir la candidature de l'autre communauté à la présidence de l'Assemblée provinciale. Cela transparaît clairement par les scores réalisés par les compétiteurs à ce poste : le candidat Kaisavera Mbake, vice-gouverneur nande sortant réputé proche de Serufuli, a collecté des voix équivalent globalement à l'électorat Hutu et la sienne propre (11 au total) alors que son adversaire Léon Bariyanga Rutuye, élu Hutu de Rutshuru, raflait toutes les voix des Nande et de leurs alliés (30 au total) et remportait le poste.

¹Aloys Tegera et Onesphore Sematumba, « Nord-Kivu : Entre négociation politiques et mixages des armées », www.pole-institute.org, février 2007.

Journal of African Conflicts and Peace Studies

Le message était clair, le prochain gouverneur du Nord-Kivu serait Nande. Cette négociation constitue en elle-même une avancée positive. D'une part, les communautés ethniques de la province, à travers leurs élus, jouent le jeu du partage des responsabilités. D'autre part, il y a eu cette émancipation de quelques personnalités, notamment des deux candidats à ce poste de Président de l'Assemblée, qui ont trouvé des ressorts autres qu'ethniques à leur démarche. C'est peut-être un premier pas important vers le passage de la « dictature de l'ethnisme » vers l'émancipation des individus et la négociation des intérêts, qui ne sont pas qu'ethniques. La reconstruction du Nord-Kivu est à ce prix.²

4. L'élection du gouverneur : le meurtre du père ?

L'élection du gouverneur de la province illustre à la fois les conflits internes à toute communauté, ethnique soit-elle, ce refus de l'embrigadement et des injonctions venues d'ailleurs ainsi que cette capacité d'émancipation politique dont font montre certains jeunes loups. En effet, si l'attribution des postes devient relativement aisée lorsque les appartenances communautaires sont clairement établies entre les postulants, l'exercice devient plus difficile lorsque la compétition se passe à l'intérieur de la communauté ethnique dans la mesure où d'autres critères et d'autres intérêts entrent en lice.

A l'intérieur de la communauté Nande, deux candidats au poste de gouverneur sortaient du lot. Le premier, M. Vaha Mwiti, du Mouvement Social pour le Renouveau (MSR), était le candidat de l'Alliance pour la Majorité Présidentielle (AMP), ce qui constituait un atout important dans une province réputée acquise au Président Joseph Kabila. Il pouvait donc compter sur l'appui de cette importante plateforme politique tant à Kinshasa que dans les milieux politiques et religieux du Nord Kivu proches de l'AMP.

Le second, M. Paluku Kahongya, partait avec quelques handicaps. Issu du RCD-K-ML, autre parti membre de l'AMP, il a dû se présenter comme Indépendant. C'était une petite rébellion de la part de ce jeune cadre de la territoriale qui se sentait fort de l'appui clairement exprimé par ses administrés du nord de la province où il était maire de la ville de Beni. En bon stratège, il a assumé le risque de jouer la base contre les sommets, en obligeant les députés à choisir entre son " frère", champion des cercles du pouvoir et lui-même, champion des jeunes, des commerçants et des populations ordinaires.

² Aloys Tegera et Onesphore Sematumba, *op. cit.*

Journal of African Conflicts and Peace Studies

Restait la position de l'autre force parlementaire, le groupe de députés Hutu. Ceux-ci avaient aussi leur champion, le gouverneur sortant Eugène Serufuli, dont les chances de se succéder à lui-même avaient été sérieusement compromises par l'élection de Bariyanga à la présidence de l'Assemblée provinciale mais qui pouvaient encore mobiliser les voix de ses dix électeurs. Peu avant le vote du 27 janvier 2007, Eugène Serufuli retire sa candidature "par souci d'équilibre parce qu'un membre de ma communauté occupe déjà l'important poste de Président de l'Assemblée provinciale", selon ses propres termes. Et dans la même logique de négociation, il apporte son soutien au champion de l'AMP. A l'issue du scrutin, les scores parlent d'eux-mêmes: Paluku est élu gouverneur avec 25 voix, contre 17 pour son challenger. Est-ce le début de la fin des injonctions en provenance des pères et autres mentors de la capitale et d'ailleurs ? Comment le nouveau gouverneur va-t-il gérer cette victoire arrachée malgré les mots d'ordre des poids lourds de la communauté et de l'AMP en faveur de son challenger ?³

5. L'élection des sénateurs : la nécessité de composer

L'élection des sénateurs par les députés provinciaux a été globalement une catastrophe au niveau de la RDC. Au Maniema, certains grands électeurs ont dû restituer aux candidats malheureux les dons qu'ils avaient reçus afin qu'ils leur accordent leur vote. Ailleurs, les députés provinciaux sont réduits à la clandestinité pour échapper à la vindicte des candidats et de leurs partisans. La corruption a joué à plein régime. Des députés ont été achetés, ce qui est très préjudiciable à la démocratie. Mais très peu de voix se sont levées pour condamner fermement les corrupteurs, présentés à la limite comme des victimes lorsque cette pratique honteuse ne leur ouvrait pas les portes du Palais du Peuple !

Au Nord Kivu, il est vrai que l'argent a beaucoup joué aussi, mais ce qui a marqué les esprits à l'occasion de ce vote, c'est l'élection d'un Tutsi, M. Mwangacucu, avec plus de voix (13) que chacun des trois autres élus. Alors qu'aucun membre de cette communauté ne siège à l'Assemblée provinciale. Interrogés sur le sens de ce vote, la plupart des députés disent avoir posé un acte allant dans le sens du renforcement de la cohésion sociale et de la réconciliation. C'est un autre pas vers une co-gestion de la province, à condition qu'il ne soit pas réduit au symbole, mais qu'il s'inscrive dans une perspective durable et permanente pour toutes les communautés de composer au lieu de s'opposer. ⁴ Ces avancées positives du nouveau jeu démocratique ne devraient pas

³ Ibidem.

⁴ Ibidem.

occulter les discours d'exclusion qui ont caractérisé nombre de candidats aux législatives au Nord-Kivu ni des sérieux problèmes auxquels il faut affronter.

6. Le mythe du bouc émissaire : un discours recyclé mais toujours mobilisateur

Les discours politiques de nos politiciens n'ont pas changé ni de ton ni de contenu depuis l'indépendance. A l'Est du Congo, la mobilisation a toujours puisé son génie en fustigeant le bouc émissaire qui incarne les malheurs du Congo, à savoir les Rwandais. En 1963, au plus fort de la crise entre les élus du Nord-Kivu autour de l'incorporation des territoires de Rutshuru et Goma dans la nouvelle province du Nord-Kivu, l'élú Karungu pouvait affirmer lors d'une réunion de l'Assemblée provinciale en date du 6 novembre que les territoires de Goma et Rutshuru appartenaient depuis toujours aux tribus Muhunde, Munyanga, Muhutu et Munande et non aux étrangers Tutsi.⁵

Au cours de la même séance, l'élú Muhindo proposa un chantage d'écrire un télégramme au Président de la République Joseph Kasa-Vubu pour lui demander de venir évacuer les Congolais des territoires de Rutshuru et Goma parce qu'il les avait confiés aux Rwandais. Effectivement un télégramme que nous reproduisons ici lui fut envoyé en ces termes : « TM3 – CTA, Chef Etat Premier Ministre, Mininter Goucentral Léo. No 1599/63 Assemblée provinciale du Nord-Kivu en séance de ce jour regrette et condamne avec dernière énergie votre silence devant sévices tortures évacuations massives et saisies opérés endroit ethnies Muhunde, Munyanga, Mukumu originaires de Goma et Rutshuru par autorités Kivu Central en violation flagrante droits Citoyens stop Demande intervention votre sagesse stop population majeure partie Goma et Rutshuru se réfugie dans province Nord-Kivu mains vides sans rétribution stop Assempro Nord-Kivu croit que votre devoir être maintien sécurité personnes et leurs propriétés privées rejette sur Goucentral responsabilité toute tentative éventuelle annexant territoires Goma et Rutshuru au Rwanda (...) ».⁶

Dans ce télégramme, le chef de l'Etat est carrément accusé d'avoir trahi la nation en confiant les deux territoires de Rutshuru et Goma aux Rwandais. Notons aussi une équation simpliste qui désormais sera une constante dans le débat politique au Kivu : Tutsi = Rwandais = occupant étranger. La mobilisation de lieutenants de Joseph Kabila, Vital Kamerhe en tête de liste, mais aussi les vieux caciques de la mutuelle hutu Magrivi (Mutuelle des Agriculteurs des Virunga) en territoire de Rutshuru, n'ont rien trouvé de mieux que de puiser dans le même contenu du discours qui, en définitive, paie bien. Au

⁵ Congo 1963.

⁶ Congo 1963.

Journal of African Conflicts and Peace Studies

vu des résultats qu'ils ont obtenus dans un vote sanction des Congolais de l'Est contre le RCD, et dans une équation toujours aussi simpliste : RCD = Rwandais = Tutsi = Etrangers, pourquoi changer un discours qui gagne quand une équipe pour le piloter ne manque pas ?

A l'Ouest du Congo, le discours de Bemba autour de la « congolité » puise aussi à la même source mais pour des motifs autres. Dans son discours de fin de campagne électorale le 27 juillet quand Bemba crie à son audience surchauffée : « Qui a amené les Rwandais à Kinshasa ? Qui vous a pillé ? », il est bien conscient du coup fatal qu'il est en train d'infliger à Kabila fils soupçonné d'étranger et pire, de sang tutsi. Et pourtant, Mobutu a régné sur les Congolais pendant 32 ans. Il nous a présenté maman Yemo comme sa mère, mais jamais il n'a pu nous dire qui était son père. Quel Congolais a mis en doute ses origines?

7. De la qualité de nos élus

C'est ici qu'intervient une autre dimension dans ce processus politique : celle de la qualité de nos élus. En effet, l'on a constaté que les citoyens n'ont pas utilisé leur tout nouveau pouvoir dans le sens de mettre en place des personnes qui leur serait enfin redevables et soucieuses de leur bien être. En général, ce sont les manipulateurs des peurs identitaires et les extrémistes qui ont eu la faveur de l'électorat. Cela aura certainement une incidence considérable dans les cinq prochaines années pour la province du Nord-Kivu. Le renforcement du pouvoir local à travers les Assemblées provinciales et les gouvernements provinciaux est une opportunité réelle offerte par la législation en cours. Mais comment relever ce défi de la gestion de la province si certains élus n'ont ni les qualités ni les compétences requises pour cet exercice ?⁷

8. L'insécurité, encore et toujours

Alors que la RDC se trouve officiellement en période post-conflit, la réalité est tout autre au Nord-Kivu. L'insécurité semble s'y être installé, et pour longtemps. Après les batailles de novembre et décembre 2006 opposant les brigades brassées aux brigades non brassées du général Laurent Nkunda, les opérations militaires contre les FDLR Rwandais se multiplient dans le territoire de Rutshuru et Masisi.

⁷Pole Institute, « Dialogue intercommunautaire au Nord-Kivu : briser le mythe de Sisyphe », Fissures no 006, Goma, décembre 2006, p.7

Journal of African Conflicts and Peace Studies

La formation de l'armée nationale, une question importante laissée en suspens par le processus de Sun City, se pose de façon cruciale. Le brassage, pensé comme la voie autorisée pour la construction d'une armée intégrée, n'a malheureusement pas donné les résultats attendus. Nous nous retrouvons en face d'une armée qui n'est ni nourrie, ni payée, ni entraînée, ni disciplinée et qui par surcroît vit sur le dos de la population et représente un facteur de déstabilisation.

Le spectacle que les militaires offrent à la sortie des centres de brassage est désolant. Accompagnés de leurs « dépendants », ainsi qu'on appelle les femmes, les enfants, les cousins et autres parents qui les accompagnent dans leurs pérégrinations, à bord de camions des particuliers ou à pieds, comment peut-on attendre d'eux quelque performance ? L'armée, tout comme la police, comptent tellement de généraux, de colonels, de majors etc. que l'on se demande à quoi ils peuvent bien servir, surtout lorsqu'on voit les résultats des hommes de troupe sur le terrain sécuritaire.⁸

Cette insécurité est exacerbée par la présence des FDLR et Interahamwe rwandais qui constituent une épine dans le pied de la sécurité au Nord-Kivu. Depuis qu'ils sont investis l'Est de la RDC après la déroute de l'armée rwandaise en 1994, ils ont été actifs dans tous les conflits en RDC, depuis les conflits dits interethniques dans le Masisi et à Rutshuru, jusqu'à la dernière guerre ayant opposé le gouvernement de Kinshasa à plusieurs rébellions, chaque partie ayant entraîné son lot d'alliés dans la bagarre. A l'état actuel des choses, il est difficile d'évaluer les conséquences de cette diversité d'alliances.

On peut déjà constater la gêne que le pouvoir actuel – prolongement de la composante ex-gouvernement – éprouve dans le traitement de la question FDLR – Interahamwe. En effet, ces derniers ayant servi de fer de lance à un pouvoir dont l'armée était sous la menace des rebelles, peut-on attendre du même pouvoir qu'il traque ses alliés d'hier ? Pis encore, les FDLR occupent d'importants espaces du territoire, au point qu'en certains endroits, ils font office d'administration civile et militaire, des populations entières se trouvent, du coup, prises en otage. Comment libérer ces populations prises dans le piège d'une cohabitation de fait souvent interprétée comme une collaboration, et les intégrer dans le circuit normal de gouvernance ?⁹ Ceci dit, la troisième république cache mal une fracture profonde et des défis énormes à surmonter.

⁸ Pole Institute, « La sécurité, base du développement durable au Nord-Kivu : quelles stratégies mettre en place ? », Fissures no 007, Goma, avril 2007, pp. 7 – 9.

⁹ Ibidem, pp. 9 – 10.

Journal of African Conflicts and Peace Studies

a) Un vaste pays sans une armée républicaine

Dans l'armée, il cohabite deux types de générations et deux cultures différentes entre les ex-Faz et les Kadogo de la période dite de libération. Les ex-Faz se sont illustrés dans la défense d'un Etat qui avait cessé d'exister et les pillages impunis aidant, ils donnaient l'impression de vivre avec un tel état de choses indéfiniment. L'arrivée de la deuxième brigade pour sécuriser le territoire de Rutshuru en février 2006 fut une occasion pour les habitants de Goma de revoir ces vieux militaires, ivres dès la matinée et visiblement inaptes pour combattre. Par contre les Kadogo de l'automne 1996 semblaient rompus à la logique de changement et prêts à se battre bec et ongle derrière tout homme incarnant ce changement. Bien qu'on les retrouve dans les deux camps, l'échec de l'AFDL en août 2006 a divisé ces Kadogo entre les deux Laurent, les fidèles de Kabila père (les Mayi-Mayi) et les militaires rwandophones aujourd'hui représentés par Nkunda. Dans l'ensemble, les deux tendances Kadogo se battent pour un nouveau Congo dont ils ont du mal à définir et à trouver les leaders politiques à la hauteur pour incarner leurs idéaux. Les difficultés pour brasser les ex-Faz et les nouvelles générations des Kadogo relèvent en partie de cette différence de vision, de culture et de sens de responsabilité.

b) Une pauvreté exacerbée

Dans le domaine social, la notion d'un Etat providence n'a jamais vraiment existé. Suite aux tensions sociales au début des années 1940¹⁰ et surtout la nécessité d'inscrire la colonisation dans la durée, le projet d'atténuer les inégalités sociales et de lutter contre la pauvreté, entrepris par l'administration coloniale dans les années 1950 (Fonds du bien-être indigène, Fonds social ...) semble une première et dernière tentative dans ce sens. Les discours récurrents d'amélioration des conditions de vie des populations dans la bouche des politiciens congolais de tout bord sont rarement traduits en action. Le partage des biens zaïrianisés entre les barons du régime en 1973 a produit un binôme d'une poignée de « happy few »¹¹ et une masse paupérisée longtemps réfugiée dans la prière à l'ombre des églises et aujourd'hui sous la proie des vampires nocturnes supposés sucer le sang qui leur reste.¹²

¹⁰ La grève des miniers à Elisabethville (décembre 1941), le mouvement kitawala (Kalemie en 1941 et dans les zones rurales de Masisi et Lubutu (1944 - 1945), la mutinerie de la Force Publique à Luluabourg(février 1944), les grèves à Léopoldville et à Matadi (novembre 1945)

¹¹ Il s'agit de la classe politique congolaise toute tendance confondue.

¹² SEMATUMBA, O., « La nuit des vampires à Goma », cf. www.pole-institute.org, 17 août 2006.

c) Une économie des prédateurs

Une économie primaire, produisant les matières premières, incapable de générer la moindre valeur ajoutée, et aujourd'hui bradée aux investisseurs à haut risque, est pillée par les pouvoirs qui se succèdent à Kinshasa. Les contrats léonins imputés aux uns et aux autres de nos dirigeants politiques montrent qu'au-delà des promesses faciles le scandale géologique reste aussi un scandale politique. Les perspectives de la décentralisation des provinces devraient se focaliser sur la création des richesses locales et dans ce sens, chaque province ayant une spécificité économique, et la péréquation devrait garantir une redistribution équitable.

d) L'absence d'une culture politique

La promotion de la démocratie dans un contexte d'absence d'une culture politique est un leurre. Les frustrations issues de la proclamation des résultats provisoires qui se règlent par les tirs nourris aux armes lourdes dans la capitale Kinshasa du 20 au 22 août 2006, démontrent à suffisance que nous sommes loin de la tolérance, et de la négociation, soubassement de toute compétition politique digne de ce nom. Comment passer du discours de la langue de bois (j'ai dit et je vous remercie) à l'engagement militant qui suppose des idéaux et un sens de responsabilité citoyen ?

Concluons en disant que le vote du 30 juillet 2007 fut un vote sanction à l'Est du Congo contre le RCD et à l'Ouest contre Joseph Kabila sur fond d'un dénominateur commun, la perception par les Congolais de l'étranger venu d'ailleurs. Le vote du 29 octobre 2007 fut un vote sécuritaire, mais au regard de l'insécurité croissante dans plusieurs provinces du pays, la victoire de Joseph Kabila est plus que jamais devenue un leurre.